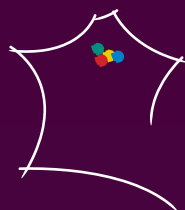


NOTE DE CONJONCTURE

“L’artisanat francilien en perspective”

2nd semestre 2012



Chambres de Métiers
et de l'Artisanat

Ile-de-France



Daniel Goupillat
Président de la Chambre Régionale de Métiers
et de l'Artisanat d'Ile-de-France

Au 2nd semestre 2012, l'Ile-de-France n'échappe pas à la tendance européenne et nationale de stagnation de la croissance, accompagnée d'une hausse du chômage. Dans ce contexte, l'Artisanat est également impacté.

Depuis le 1^{er} semestre 2012, l'écart d'activité se creuse entre les entreprises résistant à la crise et celles la subissant.

Malgré une très faible dégradation, l'évolution de l'emploi reste encore favorable. Dans un contexte de crise, l'Artisanat en tant que pourvoyeur d'emplois pérennes et non délocalisables, fait encore preuve de sa solidité.

Les investissements, très majoritairement auto-financés, sont en augmentation mais portent sur des montants toujours plus modestes. Même si les dirigeants trouvent en grande partie leur trésorerie saine, celle-ci continue à se détériorer.

Les évolutions de chaque département sont relativement distinctes.

Enfin, les auto-entrepreneurs ont fait l'objet d'un focus dans cette parution afin d'appréhender l'évolution de leur statut à court ou moyen terme.

Dans cette conjoncture délicate et aux marges de manœuvre serrées, les chefs d'entreprises peuvent compter au quotidien sur la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat et le réseau des huit Chambres de Métiers et de l'Artisanat départementales pour leur apporter le soutien dont ils ont besoin tout au long des étapes de développement de leur entreprise, par une offre personnalisée de services calibrés au plus près de leurs attentes.

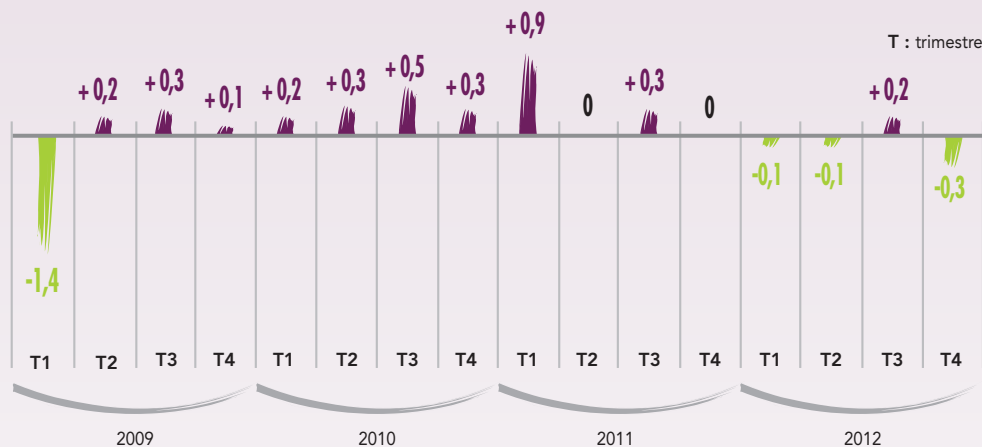


« La CRMA IdF prend régulièrement le pouls des entreprises artisanales franciliennes et publie chaque semestre les résultats de cette consultation dans une note de conjoncture "L'artisanat francilien en perspective". Cette vague d'enquêtes, administrée par téléphone du 14 au 25 janvier 2013, a été menée par le cabinet Phone Ocean (www.phoneocean.fr) auprès d'un échantillon représentatif de 1106 chefs d'entreprises artisanales dont 103 auto-entrepreneurs. L'enquête s'est appuyée sur un échantillon raisonné. Les données ont ensuite été redressées afin de représenter la structure de la population artisanale francilienne. »

Conjoncture : une croissance française en panne

Comme l'Europe, la France a connu une « récession technique¹ » sur les deux premiers trimestres 2012. Après un léger redressement au 3^e trimestre, la croissance se contracte de 0,3% au 4^e trimestre 2012. Sur l'année, la croissance française a été nulle. Pour mémoire, elle a été de +1,7% en 2011.

Taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) français (en %)



Source INSEE

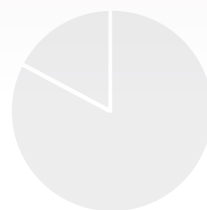
Au 4^e trimestre 2012, le taux de chômage dépasse la barre symbolique des 10% en France métropolitaine (10,2%). En incluant les DOM, il atteint même 10,6%². En Ile-de-France, il se situe à 8,6% au 3^e trimestre, s'inscrivant dans une tendance à la hausse depuis fin 2011³. Ces taux de chômage français et franciliens sont les plus importants depuis le début des années 2000.

Dans ce contexte difficile, le pessimisme des dirigeants est de rigueur. En effet, les deux tiers jugent que le climat des affaires en Ile-de-France s'est dégradé ou fortement dégradé et tous les indicateurs se sont légèrement détériorés entre le 1^{er} et le 2nd semestre 2012. Le secteur du Bâtiment semble être le plus positif, et à l'inverse le secteur des Services le plus négatif sur cette appréciation.

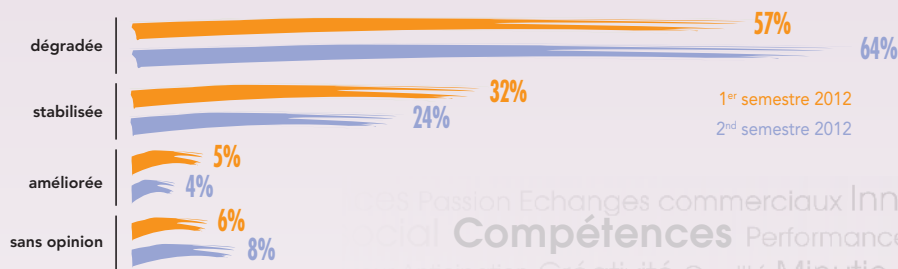
¹ Une récession se caractérise par au moins deux trimestres consécutifs de diminution du PIB.

² INSEE, données provisoires, mars 2013

³ INSEE, janvier 2013



Au cours des six derniers mois, pensez-vous que la situation économique de votre secteur s'est... ?



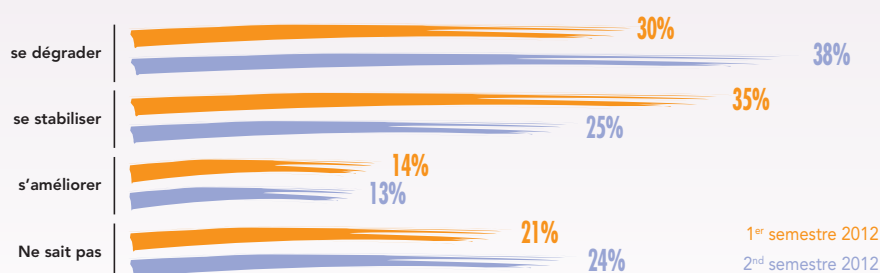
Plus précisément concernant la conjoncture dans leur secteur d'activités, la détérioration des indicateurs est également palpable. Près des deux tiers estiment que la situation de leur secteur s'est dégradée.

Les prévisions pour les six prochains mois sont plus pessimistes qu'au semestre précédent. Cependant, une part non négligeable de chefs d'entreprises (13%), comme au premier semestre, « garde le moral » et estime que la situation va s'améliorer.

Cependant, les dirigeants ont encore un bon degré de confiance en leur entreprise (5.75 sur 10, en légère baisse par rapport au 1^{er} semestre 2012).

Pour 45% des dirigeants interrogés, la période suivant les élections a eu un impact sur leur activité, entraînant principalement une baisse.

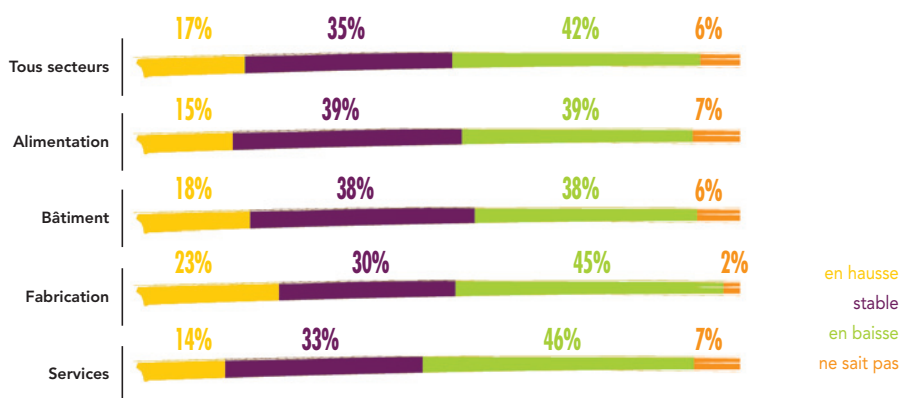
Dans les six prochains mois, pensez-vous que la situation, dans votre secteur, va... ?



Activité : des évolutions plus contrastées du chiffre d'affaires

Un peu plus de la moitié des entreprises, tous secteurs confondus, ont vu leur chiffre d'affaires stable ou en hausse. Comparativement au premier semestre, cette proportion s'est **légèrement dégradée** et les parts se sont **accentuées aux extrêmes** (plus d'entreprises déclarent un chiffre d'affaires en hausse et en baisse, et moins déclarent un chiffre d'affaires stable). Par secteurs, les parts de chiffres d'affaires en hausse ont augmenté pour le Bâtiment et la Fabrication et diminué pour l'Alimentation et les Services. Le secteur de la Fabrication a le plus fort pourcentage déclarant une hausse et le deuxième plus important déclarant une baisse. Ce secteur regroupe ainsi des activités à l'environnement très concurrentiel (imprimerie, bois-ameublement...) et des métiers d'art (bijoutiers-joailliers, mode...) moins touchés par la crise. Malgré les fêtes de fin d'années, l'indicateur d'activité⁴ de l'Alimentation chute de 17 points, alors qu'il s'était considérablement amélioré au premier semestre.

Evolution sectorielle du chiffre d'affaires au 2nd semestre 2012



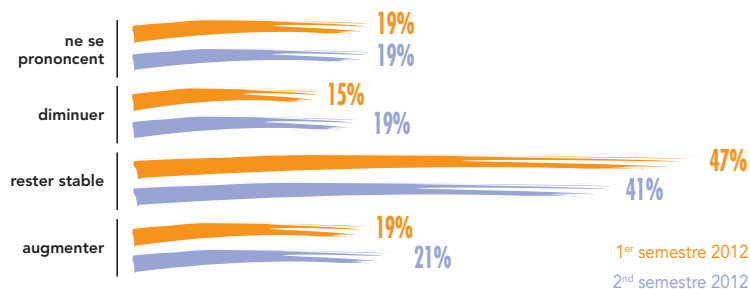
Le volume de variation suit cette tendance tranchée : la part des entreprises déclarant une hausse de plus de 10% de leur chiffre d'affaires a augmenté tout comme celle estimant une baisse de plus de 10%. Par tranche d'effectifs, la situation des entreprises de 1 à 3 salariés est la plus défavorable. Les auto-entrepreneurs déclarent un plus fort taux de chiffres d'affaires en hausse (22%) et un plus faible en baisse (28%).

⁴ Différence entre le pourcentage des chefs d'entreprises déclarant une hausse d'activité et ceux déclarant une baisse.

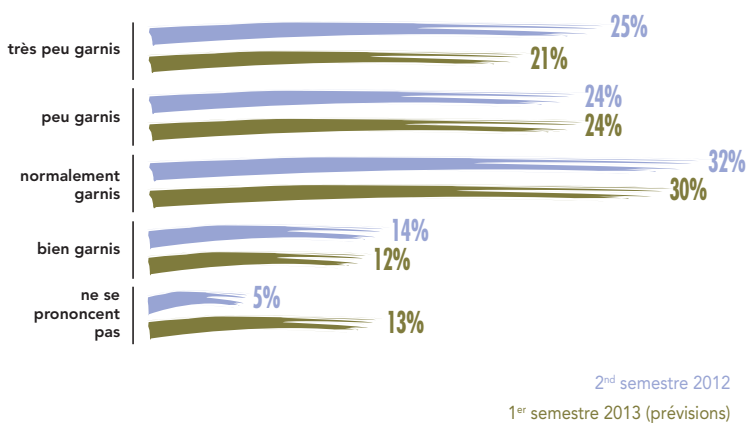
Les dirigeants sont légèrement plus pessimistes qu'au précédent semestre sur l'évolution de leur chiffre d'affaires dans les prochains mois. Toutefois, les chefs d'entreprises estimant une augmentation sont en légère hausse. Les volumes de baisse ou hausse sont encore très tranchés.

Malgré la baisse du chiffre d'affaires, l'Alimentation apparaît le plus optimiste sur les mois à venir. Par ailleurs, les entreprises sans salarié sont les plus confiantes alors que celles de 1 à 3 salariés sont les plus pessimistes. Les auto-entrepreneurs sont beaucoup plus optimistes (43% prévoient une hausse de leur chiffre d'affaires et seulement 5% une baisse).

Pensez-vous que dans les prochains mois, votre chiffre d'affaires va... ?



Etat des carnets de commandes pour le 1^{er} semestre 2013



Parmi les 26% d'entreprises utilisant des carnets de commande, les dirigeants sont plus nombreux à les estimer relativement peu garnis sur les six prochains mois (peu et très peu garnis additionnés) que relativement bien garnis (normalement et bien garnis additionnés). Comparé au 1^{er} semestre 2012, ces deux parts diminuent au profit d'une part plus importante ne se prononçant pas.

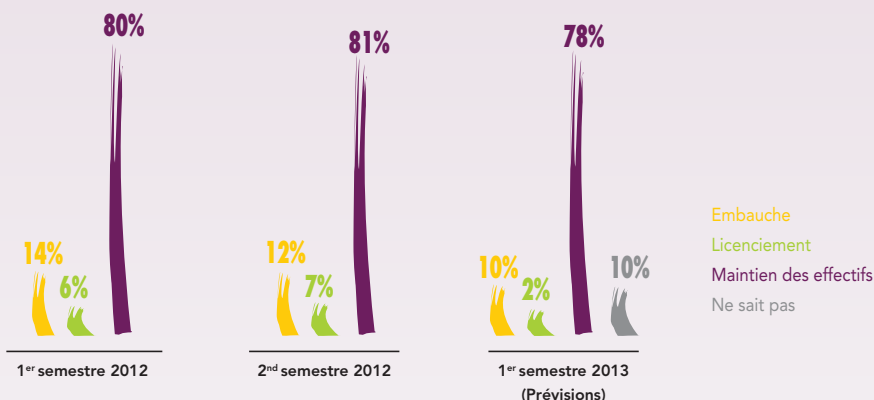
Par ailleurs, la proportion des dirigeants estimant que leur activité est ralentie du fait d'un contexte économique fragilisé est en hausse par rapport au 1^{er} semestre 2012 et atteint désormais près de 80%. Les secteurs d'activités sont impactés dans des proportions semblables. Le poids des charges apparaît comme le principal frein au développement de l'entreprise suivi par le faible niveau de la demande.

Analysées par effectifs salariés, les entreprises de 1 à 3 salariés semblent les plus épargnées et celles de plus de 10 salariés les plus touchées. Enfin les auto-entrepreneurs estiment être moins impactés par le contexte économique (70%).

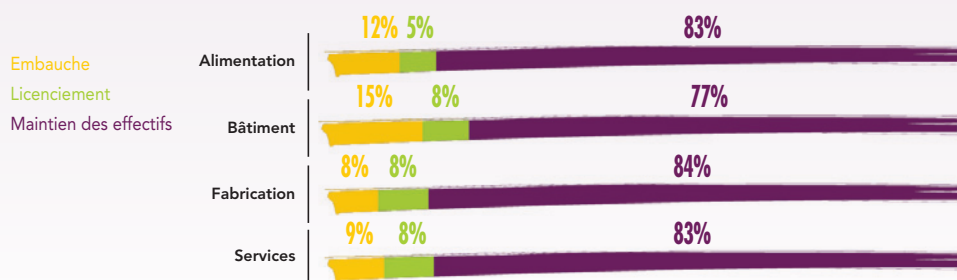
L'emploi : une situation favorable présentant une légère dégradation

L'évolution de l'emploi artisanal en Ile-de-France est toujours relativement favorable : 12% des entreprises ont embauché, malgré le contexte économique difficile. On note une très légère érosion de cette part d'embauche et une toute aussi légère augmentation des licenciements. Cette répartition est conforme aux prévisions énoncées lors du 1^{er} semestre 2012, signe d'une bonne visibilité de l'évolution de l'emploi au sein des entreprises. Pour le 1^{er} semestre 2013, la part d'entreprises pensant embaucher continuent de s'éroder

Evolution de l'emploi



Evolution de l'emploi par secteurs au 2nd semestre 2012



Analysé par secteurs d'activité, le Bâtiment a encore une fois enregistré la plus grande part d'embauche au 2nd semestre 2012. Malgré la baisse de chiffres d'affaires, les entreprises de l'Alimentation prolongent leur tendance favorable au 2nd semestre 2012, avec pour le 1^{er} semestre 2013, la plus forte prévision de recrutement et la plus faible de licenciement.

La part d'embauche est croissante en fonction du nombre de salariés (pour atteindre 37% d'entreprises de plus de 10 salariés ayant embauché). A l'inverse, les entreprises de 6 à 10 salariés ont le plus licencié (11%).

Ces embauches se sont principalement faites par des créations de postes (67%) et dans une moindre mesure par des remplacements de poste, dans des pourcentages comparables au premier semestre 2012. Les contrats en CDI y sont les plus représentés.

Une majorité de dirigeants (59%) n'a pas rencontré de difficultés

particulières de recrutement. Ceux qui en ont rencontré invoquent le manque de qualification de la main d'œuvre et le manque de motivation des demandeurs d'emplois. Enfin, pour près de la moitié des entrepreneurs, le contexte économique actuel a limité les embauches.

10% des dirigeants emploient un ou plusieurs apprentis (part en baisse suite au 1^{er} semestre 2012). Ils accueillent en grande majorité un ou deux apprentis, le plus souvent pour des contrats de deux ans. Ces apprentis accèdent dans 66% des cas à un emploi, dont les deux tiers en CDI⁵.

L'Alimentation est le plus grand employeur d'apprentis (15% des entreprises). Les entreprises de la Fabrication ont quant à elles moins recours à l'apprentissage (5%). Bâtiment et Services sont dans la moyenne. En outre, près de la moitié (46%) des entreprises de plus de 10 salariés forment des apprentis. Le principal frein à l'embauche de jeunes est le manque de besoin particulier dans l'entreprise, et dans une moindre mesure le manque de temps pour le former, le coût et la difficulté à trouver « le bon profil ». Sur les six prochains mois, tous secteurs confondus,

10% des entreprises envisagent de recruter des apprentis.

Au cours de l'année 2012, **17% des dirigeants ont suivi une formation**, principalement technique liée au métier exercé, mais également d'informatique/bureautique et de comptabilité/gestion. Les auto-entrepreneurs ont bénéficié de formations dans des parts comparables. Sur la même période, **37% des salariés ont assisté à une formation**.

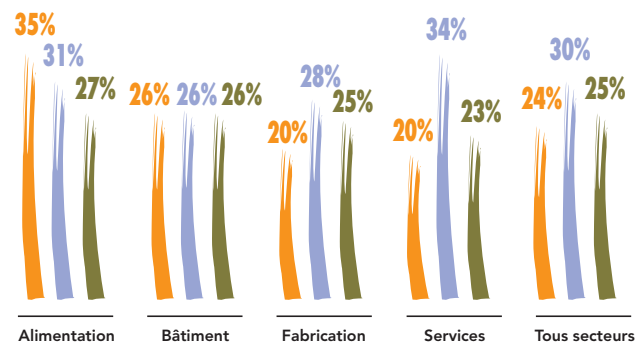


Toujours plus d'entreprises investissent mais pour des montants plus faibles

La part des entreprises ayant investi continue sa hausse amorcée au 1^{er} semestre 2012 pour atteindre 30%. L'évolution a été contrastée selon les secteurs : si la Fabrication et les Services suivent la tendance générale, l'Alimentation présente moins d'entreprises ayant investi, et le Bâtiment reste stable.

La part des entreprises sans salarié et celles de 4 à 5 salariés ayant investi a beaucoup augmenté. Sur les six prochains mois, les entreprises sans salarié et de plus de 10 salariés sont les plus nombreuses à envisager d'investir.

Evolution par secteurs des entreprises ayant investi



1^{er} semestre 2012
2nd semestre 2012
1^{er} semestre 2013 (prévisions)



évaluation Partager Compétences Passion Apprentissage commerciaux Innover
conception Rigueur Anticipation Créativité Qualité Minutie Atelier Geste Créativité Artisan
d'ensemble Méthode Performance Spécificité Matières Proximité Design
Partager Compétences Passion Modernité Ambition Matières Proximité

Quel a été le montant global de vos investissements ?



2nd semestre 2011
1^{er} semestre 2012
2nd semestre 2012

* La modalité « Ne sait pas » n'était pas présente lors de l'enquête du deuxième semestre.

Les investissements au 2nd semestre 2012 concernent principalement des investissements de modernisation/productivité et secondairement de remplacement de matériel. Ils sont destinés majoritairement à de l'achat de matériel lié à l'activité. Comme observée lors du 1^{er} semestre 2012, la part des investissements de faibles montants augmente et celle des financements importants diminue depuis fin 2011.

⁵Source : Panorama de l'apprentissage en Ile-de-France 2011, Conseil régional d'Ile-de-France, parution juin 2012.

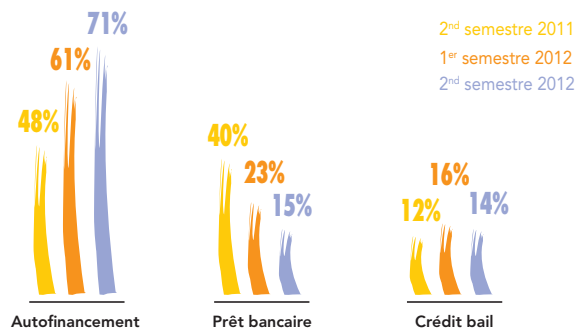
La hausse de l'autofinancement pour réaliser ces investissements est notable. Un dirigeant sur sept y a ainsi recours. La part des prêts bancaires contractés continue sa baisse enclenchée fin 2011.

L'augmentation de petits montants d'investissement pouvant être autofinancés explique ces évolutions, vraisemblablement à défaut de gros montants financés par des prêts bancaires. Les conditions d'emprunt défavorables et la frilosité des banques dans un contexte économique difficile sont ainsi un deuxième facteur d'explication. Les entreprises artisanales se situent dans une tendance générale de diminution de la demande de financement aux banques.

En effet, parmi les entreprises ayant emprunté, 72% ont vu leur prêt accordé aux conditions demandées mais 18% avec des garanties supérieures à celles exigées auparavant (caution, hypothèque, nantissement). Cette part est beaucoup plus importante qu'au premier semestre (2%).

Pour les dirigeants ayant renégocié leurs conditions de découvert, les banques ont majoritairement accepté. En revanche, elles n'ont

Quel mode de financement avez-vous utilisé pour financer vos investissements ?



consenti que pour moins de la moitié pour les conditions de prêt (en forte baisse suite au premier semestre).



La trésorerie : des indicateurs qui s'érodent

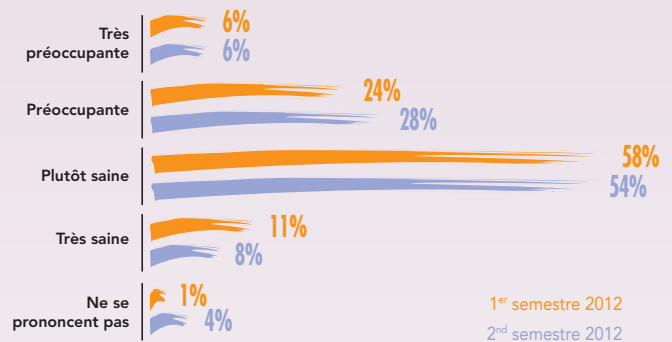
Plus de six dirigeants sur dix (54% et 8% additionnés) considèrent la situation financière de leur entreprise plutôt saine ou très saine. Cependant, ce taux s'érode depuis le premier semestre 2012 où ils étaient sept dirigeants sur dix.

Les différents secteurs d'activités ont des jugements comparables sur la situation de leurs entreprises. Plus les entreprises ont des salariés, moins le regard est pessimiste sur la situation financière. Les auto-entrepreneurs ont globalement la même appréciation que la moyenne avec cependant une plus grande part jugeant une situation très préoccupante.

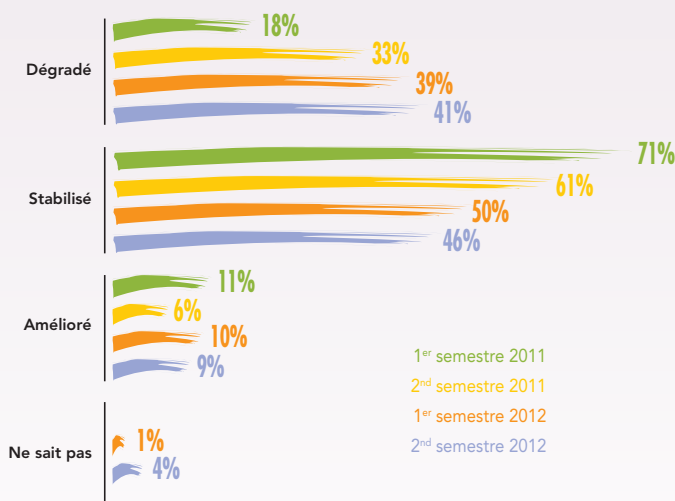
Comme au premier semestre, la moitié des dirigeants jugeant leur situation financière préoccupante ou très préoccupante envisage de cesser leur activité.

Ils sont toujours plus nombreux à rencontrer des difficultés de moyen terme que de long terme.

Actuellement, considérez-vous que la situation financière de votre entreprise est... ?



Diriez-vous que le niveau de votre trésorerie s'est... ?



Moins de la moitié des dirigeants considèrent désormais que le niveau de leur trésorerie s'est stabilisé. On note là encore une dégradation des indicateurs de stabilité et de dégradation depuis 2011 (dégradation toutefois moins importante que dans les semestres précédents). Le pourcentage estimant une amélioration de la trésorerie reste stable.

Les principales raisons de cette dégradation sont la baisse du chiffre d'affaires, la baisse d'activités et de commandes, le coût des charges sociales et les délais plus importants de paiement des clients. Ainsi, le délai de paiement maximal de 60 jours instauré par la loi de Modernisation de l'Economie (LME) en 2008 est relativement long. Si les dirigeants ont une masse salariale importante, ce délai entraîne donc inévitablement des problèmes de trésorerie.

Le secteur de l'Alimentation, dont l'indicateur d'activité a beaucoup diminué, a vu sa trésorerie se détériorer, avec quasiment le plus faible pourcentage d'amélioration (5%) et le plus fort de dégradation (près de la moitié des entreprises de ce secteur ont vu leur trésorerie se dégrader). Les petites structures (hors auto-entrepreneurs) semblent également les plus impactées par la dégradation.



Focus auto-entrepreneurs

Point de vue des auto-entrepreneurs

59% des auto-entrepreneurs n'auraient pas créé leur entreprise si ce régime n'avait pas existé (26% l'auraient créé et 15% ne savent pas).

Les éléments qui ont motivé le choix du statut d'auto-entrepreneur sont principalement et dans des parts égales la simplicité des démarches administratives (27%), le faible niveau de charges (22%) et la première étape d'une démarche entrepreneuriale (22%).

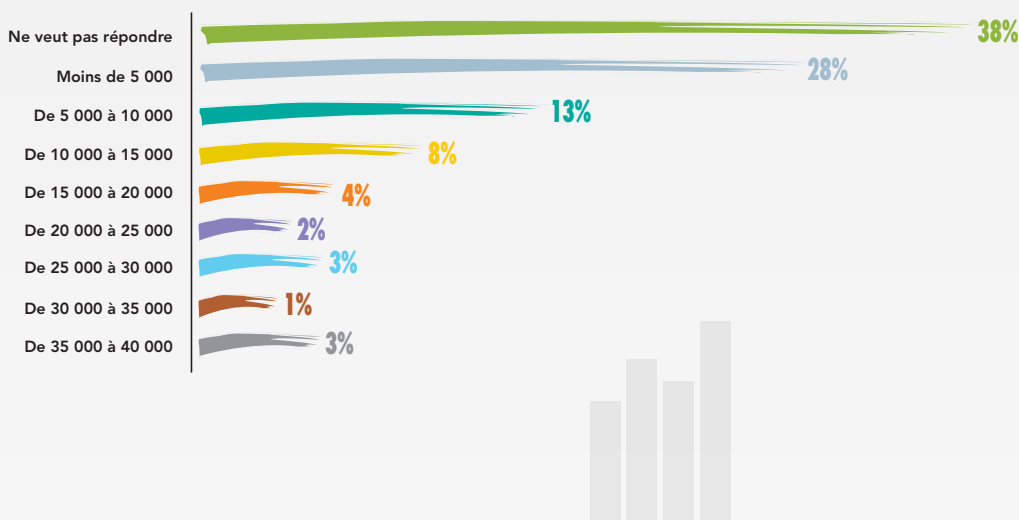
La majorité des auto-entrepreneurs interrogés (90%) se sont créés dans les trois dernières années (environ 30% du panel chaque

année). Ils sont relativement peu nombreux à avoir créé leur auto-entreprise dans l'année de mise en place du régime.

Les montants de chiffres d'affaires sont très faibles en grande majorité : la moitié des auto-entrepreneurs (28%, 13% et 8% additionnés) a dégagé un chiffre d'affaires inférieur à 15 000 euros.



Quelle a été votre fourchette de chiffre d'affaires sur l'année 2012 ? (En euros)



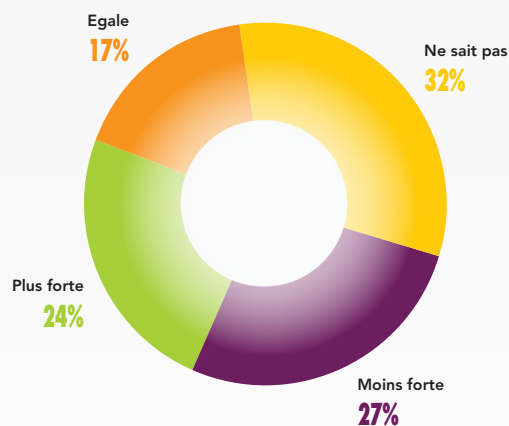
37% des auto-entrepreneurs prévoient de changer de statut juridique pour devenir une entreprise « classique ». A l'inverse, les freins évoqués pour les dirigeants préférant rester auto-entrepreneurs (60% du panel) sont principalement un chiffre d'affaires trop faible (38%) et un niveau de charges des entreprises « classiques » trop important (34%). Ils sont satisfaits pour 91% d'entre eux d'avoir choisi le statut d'auto-entrepreneur.

Enfin, 28% ont réalisé de la sous-traitance pour des entreprises « classiques ». De plus, 7% des auto-entrepreneurs ont créé leur entreprise en tant qu'externalisation d'une activité salariée : quoique limitées, ces pratiques d'externalisation sont donc une réalité.

Point de vue des entreprises « classiques » sur les auto-entrepreneurs

La grande majorité des entreprises « classiques » a entendu parler du régime de l'auto-entrepreneur (78%). La plupart ne connaissent peu ou moyennement. Les sources d'information sur ce statut sont principalement les médias et le bouche-à-oreille.

Par rapport à la concurrence des autres entreprises de votre secteur d'activité, considérez-vous la concurrence des auto-entrepreneurs... ?



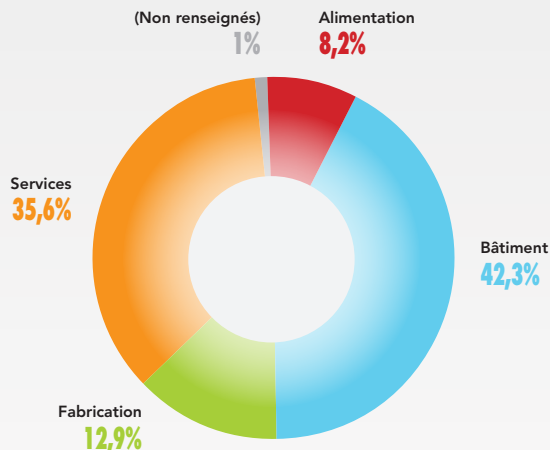
L'opinion des entreprises « classiques » sur la « concurrence » des auto-entrepreneurs est assez partagée. Cette concurrence s'exprime notamment par des prix plus bas et des contraintes administratives et fiscales allégées. De plus, la **grande majorité (69%) craint la concurrence des auto-entrepreneurs** (21% ne la craignent pas et 10% ne savent pas).

Parmi les 19% d'entreprises « classiques » ayant eu recours à la sous-traitance auprès des auto-entrepreneurs, celle-ci s'est faite au détriment d'embauches dans 12% des cas. A noter que 7% n'ont pas voulu répondre à cette question. Le frein à la création d'emploi dans les entreprises « classiques » par la sous-traitance auprès d'auto-entrepreneurs est donc relativement limité.

Quelques chiffres-clés sur l'Artisanat en Ile-de-France :

Au 31 décembre 2012, 168 405 entreprises artisanales réparties en 4 grands secteurs :

- Alimentation :** Boulanger, pâtissier, poissonnier, vente à emporter de plats cuisinés, etc.
- Bâtiment :** Maçon, plombier, électricien, serrurier, etc.
- Fabrication :** Fabricant de meubles, bijoutier, fabricant de produits textiles, imprimerie et arts graphiques, prothésiste dentaire, etc.
- Services :** Taxi, coiffeur, fleuriste, réparateur d'automobiles et de cycles, réparateur de matériel électroménager et informatique, cordonnier, blanchisseur, teinturier, nettoyeur de locaux, etc.



Un **solde positif d'immatriculations-radiations**⁷ de **8 268** entreprises en 2012 dont :

Alimentation	+ 747
Bâtiment	+ 3 858
Fabrication	+ 252
Services	+ 3 306
(Non renseigné)	+ 105

Le secteur artisanal francilien regroupe **318 866 salariés au 31 décembre 2011**⁸ pour **69 861** entreprises employeuses. 56% des entreprises, soit **87 693**, n'ont pas de salarié.

⁷ Solde d'immatriculations-radiations : entreprises créées - entreprises radiées
⁸ URSSAF juin 2012. Chiffres sur l'année 2012 non disponibles à la parution de cette publication

L'Artisanat, définition

Deux critères définissent l'entreprise artisanale :

La nature de son activité :

L'entreprise doit exercer une activité professionnelle de production, de réparation, de transformation ou de prestation de services.

Sa dimension :

Sa taille doit être inférieure ou égale à 10 salariés au moment de sa création. Le droit de suite lui permet, toutefois, de garder son rattachement au secteur des métiers au-delà du seuil de 10 salariés.

La nomenclature d'activités française de l'artisanat répertorie et classe 250 activités artisanales qui peuvent être exercées aussi bien sous statut individuel (Entreprise individuelle, auto-entreprise, EIRL, ...) qu'en société (SARL, EURL, SAS, SA, ...).

La CRMA IdF, missions

La **Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat d'Ile-de-France (CRMA IdF)**, créée par arrêté ministériel du 18 mars 1998, représente, défend et valorise les intérêts généraux des **168 405** entreprises artisanales franciliennes.

Elle constitue l'interlocuteur régional privilégié pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques intéressant le secteur de l'artisanat.

Au sein du réseau des 8 Chambres de métiers et de l'artisanat (CMA) d'Ile-de-France, elle **définit les orientations et coordonne les actions stratégiques** en matière de développement économique, de formation et d'apprentissage dans le but de créer une véritable dynamique régionale, promouvoir un développement équilibré du tissu économique artisanal et maintenir l'emploi dans le secteur.

Par ailleurs, à travers la conduite d'études conjoncturelles et sectorielles et la mise en place d'une veille permanente, la CRMA IdF se constitue comme un véritable centre de ressources sur le secteur des métiers en Ile-de-France.

Contacts :

Romain Monnier, Chargé d'études en développement économique,
 01 80 48 26 07 - romain.monnier@crma-idf.fr

Stéphane Pionnier, Directeur du développement économique,
 01 80 18 27 07 - stephane.pionnier@crma-idf.fr

Directeur de publication :
 Daniel Goupillat



Un réseau constitué d'une Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat et de 8 Chambres de Métiers et de l'Artisanat départementales au service de l'Artisanat francilien

CRMA ILE-DE-FRANCE
 1, boulevard de la Madeleine
 75001 Paris
 Tél. : 01 80 48 26 00
www.crma-idf.fr